

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2005 — 144

[2004/22990]

28 OCTOBRE 2004. — Arrêté royal fixant les modalités de gestion du fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans le cadre du Protocole de Kyoto en Belgique, les Régions et l'Etat fédéral se sont mis d'accord, le 8 mars 2004, dans le comité de concertation pour imputer aux Régions la responsabilité du dépôt des droits d'émission pour une quantité égale aux émissions de gaz à effet de serre sur leur territoire.

Dans le même accord, la contribution de chaque Région à l'effort national de réduction des émissions de 7,5 % a fait l'objet de la répartition suivante :

— Région wallonne : les émissions de 1990 réduites de 7,5 %;

— Région flamande : les émissions de 1990 réduites de 5,2 %;

— Région de Bruxelles-Capitale : les émissions de 1990 majorées de 3,475 %.

Un déficit apparaît néanmoins, dans la mesure où la répartition octroie aux Régions davantage de droits d'émission que n'en reçoit la Belgique sous son objectif de réduction : les émissions de 1990 réduites de 7,5 %. Pour cette raison, les autorités fédérales se sont également engagées, dans l'accord du 8 mars 2004, à compenser ce déficit en acquérant des droits d'émission supplémentaires.

A cette fin, l'accord a prévu qu'avant 2007, les autorités fédérales investiraient elles-mêmes dans des projets de mise en œuvre conjointe et de développement propre, tels que prévus dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Les mécanismes de mise en œuvre conjointe et de développement propre permettent de mettre sur pied des projets destinés à réduire durablement les émissions de gaz à effet de serre et ce également dans les pays qui n'ont pas d'objectif de réduction dans le cadre du Protocole de Kyoto. Ils n'aident pas seulement ces pays à se développer, ils permettent aussi au pays investisseur, en l'occurrence la Belgique, d'obtenir des crédits d'émission supplémentaires, moyennant le respect de conditions précises fixées sous le Protocole de Kyoto.

Les autorités fédérales pourront ainsi combler le déficit de quotas d'émission qui résulte de la répartition prévue par l'accord du 8 mars 2004.

Le présent arrêté a pour objet d'organiser le financement de ces projets de mise en œuvre conjointe et de développement propre. Il prévoit ainsi une affectation spécifique du fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévu par l'article 21, 4^e alinéa, 4^o, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Ce fonds, qui est alimenté par la cotisation fédérale à charge du secteur de l'électricité prévue par l'article 12, § 5 de cette loi, est géré par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg). Conformément à l'article 21, 4^e alinéa, de la loi, l'article 4, § 3 de l'arrêté royal du 24 mars 2003 a fixé son montant à 25.000.000 € en 2003, de même que la formule d'indexation de ce montant pour les années 2004 et suivantes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2005 — 144

[2004/22990]

28 OKTOBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de beheersmodaliteiten van het fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In het kader van het Protocol van Kyoto zijn in België de Gewesten en de federale Staat op 8 maart 2004 in het overlegcomité overeengekomen om de Gewesten de verantwoordelijkheid te geven om emissierechten neer te leggen voor een hoeveelheid die overeenkomt met de emissies van broeikasgassen op hun grondgebied.

In hetzelfde akkoord werd afgesproken dat elk gewest voor elk jaar van de 5-jarige periode 2008-2012 een hoeveelheid emissierechten toegewezen krijgt gelijk aan :

— Waalse Gewest : de broeikasgasemissies van 1990 verminderd met 7,5 %;

— Vlaamse Gewest : de broeikasgasemissies van 1990 verminderd met 5,2 %;

— Brussels Hoofdstedelijk Gewest : de broeikasgasemissies van 1990 vermeerderd met 3,475 %.

Er is niettemin een tekort, in die zin dat de verdeling meer emissierechten toekent aan de Gewesten dan de hoeveelheid emissierechten die België ontvangt in het kader van zijn reductiedoelstelling, namelijk de emissies van 1990 verminderd met 7,5 % voor elk jaar van de 5-jarige periode 2008-2012. Daarom heeft de federale overheid er zich in het akkoord van 8 maart 2004 ook toe verbonden om dit tekort te compenseren door bijkomende emissierechten te verwerven.

Daartoe heeft het akkoord voorzien dat de federale overheid, vóór 2007, zelf zou investeren in projecten van gezamenlijke uitvoering en projecten voor schone ontwikkeling zoals voorzien in het kader van het Protocol van Kyoto.

Door de mechanismen van gezamenlijke uitvoering en schone ontwikkeling kunnen projecten opgezet worden om de emissies van broeikasgassen duurzaam te verminderen in zowel de landen met als zonder een reductiedoelstelling onder het Protocol van Kyoto. Niet alleen helpt dit deze landen met ontwikkeling, ze zorgen er ook voor dat het investerende land, in dit geval België, bijkomende emissierechten kan bekomen onder de voorwaarden die in het Protocol van Kyoto werden vastgelegd.

Op de manier kan de federale overheid het tekort aan emissiequota's dat voortvloeit uit de verdeling voorzien door het akkoord van 8 maart 2004, tenietdoen.

Dit koninklijk besluit heeft als doel financieringsmiddelen voor investeringen in dergelijke projecten van gezamenlijke uitvoering en schone ontwikkeling vrij te maken. Zo voorziet het een specifieke aanwending van het fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen zoals dat voorzien is door artikel 21, lid 4, 4^o, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt. Dit fonds, dat gespijsd wordt met de federale bijdrage ten laste van de elektriciteitssector die voorzien is in artikel 12, § 5 van deze wet, wordt beheerd door de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (Creg). In overeenstemming met artikel 21, vierde lid van de wet, heeft artikel 4, § 3 van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 het bedrag ervan vastgelegd op 25.000.000 € in 2003, evenals de indexeringsformule van dit bedrag voor 2004 en daaropvolgende jaren.

L'affectation spécifique prévue par le présent arrêté consiste à affecter 10 millions d'euros en provenance de ce fonds à l'investissement dans des réductions d'émission dans le cadre de projets de mise en œuvre conjointe et de projets du mécanisme de développement propre, qui mènent à l'acquisition de droits d'émission sous le protocole de Kyoto. La Commission de régulation de l'électricité et du gaz procède aux paiements nécessaires à ce financement, sur présentation des pièces justificatives par le Ministre de l'Environnement, dans le respect des procédures administratives et budgétaires.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Energie,
M. VERWILGHEN
Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

AVIS 37.618/I/V DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Environnement, le 9 août 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant les modalités de gestion du fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre », a donné le 24 août 2004 l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également un certain nombre d'observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif du projet.

Portée et fondement juridique du projet

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis entend fixer les modalités de gestion du fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les articles 1^{er} et 2 du projet définissent un certain nombre de notions qui sont utilisées dans la suite du projet.

L'article 3, § 1^{er}, du projet dispose que le fonds visé peut être utilisé pour le financement d'activités de projets dans le cadre du Protocole de Kyoto. Le paragraphe 2 de cet article fixe le montant à prévoir à 10 millions d'euros. L'article 3, § 3, détermine les règles suivant lesquelles la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz procède aux paiements destinés à ces activités de projets et en attribue le solde au fonds susvisé.

3. L'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 4^o de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité dispose que le gestionnaire du réseau peut prélever sur les tarifs une surcharge, dénommée « cotisation fédérale », dont le produit est destiné au financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue du respect des engagements internationaux de la Belgique en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

Aux termes de l'article 21, alinéa 4, 4^o, de la même loi, le gestionnaire du réseau verse les sommes perçues de la « cotisation fédérale », selon une clé de répartition, dans un fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui est géré par la commission susvisée.

L'article 21, alinéa 5, 3^o, de la loi susvisée habilite le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de gestion de ce fonds. Cette disposition légale constitue le fondement juridique de l'arrêté royal en projet.

De specifieke aanwending voorzien door dit besluit bestaat uit het opzijzetten van 10 miljoen € van dit fonds om te investeren in emissiereducties binnen projecten van gezamenlijke uitvoering en projecten van het mechanisme voor schone ontwikkeling, die leiden tot het verwerven van emissierechten onder het Protocol van Kyoto. De Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas voert de noodzakelijke betalingen door deze financiering uit, op voorlegging door de Minister van Leefmilieu van de bewijsstukken, met naleving van de administratieve en budgetaire procedures.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
er zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Energie,
M. VERWILGHEN
De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

ADVIES 37.618/I/V VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 9 augustus 2004 door de Minister van Leefmilieu verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de beheersmodaliteiten van het fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen », heeft op 24 augustus 2004 het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich toegepit op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de te vervullen vormvereisten.

Daarnaast bevat dit advies ook een aantal opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het ontwerp heeft kunnen verrichten.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe de beheersmodaliteiten vast te stellen van het fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van emissies van broeikasgassen.

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp de definiëren een aantal begrippen, die verder in het ontwerp worden aangewend.

Artikel 3, § 1, van het ontwerp bepaalt dat het bedoelde fonds kan worden aangewend voor de financiering van projectactiviteiten in het kader van het Protocol van Kyoto. Paragraaf 2 van dit artikel stelt het te voorziene bedrag vast op 10 miljoen euro. Artikel 3, § 3 bepaalt de regels waaronder de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas de betalingen voor deze projectactiviteiten uitvoert en kent het saldo van de betalingen toe aan het voornoemde fonds.

3. Artikel 12, § 5, eerste lid, 4^o, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, bepaalt dat de netbeheerder op de tarieven een toeslag kan heffen, genaamd « federale bijdrage », waarvan de opbrengst bestemd is voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen met het oog op de naleving van de internationale verbintenissen van België inzake bescherming van het leefmilieu en duurzame ontwikkeling.

Luidens artikel 21, vierde lid, 4^o van dezelfde wet, stort de netbeheerder de ontvangen sommen uit de « federale bijdrage », overeenkomstig een verdeelsleutel (1), in een fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen, dat beheerd wordt door de voornoemde commissie.

Artikel 21, vijfde lid, 3^o, van de voornoemde wet, machtigt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels te bepalen voor het beheer van het voornoemde fonds. Het is deze wetsbepaling die rechtsgrond biedt voor het ontworpen koninklijk besluit.

Examen du texte

Préambule

4. Dans le premier alinéa du préambule, il suffit de faire notamment référence à l'article 21, alinéa 5, 3°, de la loi susvisée du 29 avril 1999.

5. Dans le troisième alinéa du préambule, il convient de faire référence à la date et à l'intitulé exacts de la loi concernée, à savoir la « loi du 26 septembre 2001 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B, faits à Kyoto le 11 décembre 1997 ».

6. Le sixième alinéa du préambule ne reproduit pas complètement l'intitulé de la directive concernée. La référence doit encore être complétée par les mots « et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ».

7. Au neuvième alinéa du préambule, on écrira « Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2004. »

Article 2.

8. Le paragraphe 1^{er} de cet article définit la notion de « Partie visée à l'annexe I » comme « une Partie figurant à l'annexe 1^{re} de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, comme spécifié à l'article 1^{er}, paragraphe 7, du Protocole de Kyoto ».

Pareille définition peut être source de confusion dès lors que l'article 1^{er}, point 7, du protocole susvisé fait référence non seulement à une partie figurant à l'annexe 1^{re} de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, mais également à des parties qui ont fait une notification conformément à l'article 4, paragraphe 2, g), de la Convention.

Il est dès lors recommandé de supprimer à l'article 2, 1^{er}, du projet les mots « comme spécifié à l'article 1^{er}, paragraphe 7, du Protocole de Kyoto ».

La chambre était composée de :

Conseiller d'Etat-président : M. D. Albrecht.

Conseillers d'Etat : MM. E. Brewaeys et C. Adams.

Assesseur de la section de législation : M. Rigaux.

Greffier : Mme A.-M. Goossens.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme, président de chambre.

Le rapport a été présenté par Mme K. Bams, auditeur.

Le président,
D. Albrecht.

Le greffier,
A.-M. Goossens.

—————
Note

(1) Cf. l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité.

28 OCTOBRE 2004. — Arrêté royal fixant les modalités de gestion du fonds pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment son article 21, alinéa 5, 3°, inséré par la loi-programme du 24 décembre 2002;

Vu la loi du 11 mai 1995 portant approbation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et les annexes I et II, faites à New York le 9 mai 1992;

Vu la loi du 26 septembre 2001 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B, faites à Kyoto le 11 décembre 1997;

Onderzoek van de tekst

Aanhef

4. In het eerste lid van de aanhef volstaat het inzonderheid te verwijzen naar artikel 21, vijfde lid, 3°, van de voornoemde wet van 29 april 1999.

5. In het derde lid van de aanhef moet worden verwezen naar de correcte datum en het correcte opschrift van de betrokken wet, met name « wet van 26 september 2001 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen A en B gedaan te Kyoto op 11 december 1997 ».

6. In het zesde lid van de aanhef is het opschrift van de betrokken richtlijn onvolledig weergegeven. De verwijzing moet nog worden aangevuld met de woorden « en tot wijziging van richtlijn 96/61/EG van de Raad ».

7. In het negende lid van de aanhef schrijve men : « Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 5 juli 2004 ».

Artikel 2

8. Paragraaf 1 van dit artikel onschrijft het begrip « Partij bedoeld in bijlage I » als « een Partij opgenomen in bijlage van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, ...zoals gespecificeerd in artikel 1, paragraaf 7, van het Protocol van Kyoto ».

Een dergelijke omschrijving kan tot verwarring leiden, omdat in artikel 1, punt 7, van het voornoemde protocol niet alleen wordt verwezen naar een partij opgenomen in bijlage 1 van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, maar ook naar partijen die een kennisgeving hebben gedaan ingevolge artikel 4, lid 2, g) van het Verdrag.

Het verdient derhalve aanbeveling in artikel 2, § 1, van het ontwerp de woorden « zoals gespecificeerd in artikel 1, paragraaf 7, van het Protocol van Kyoto » te schrappen.

De kamer was samengesteld uit :

Staatsraad-voorzitter : de heer D. Albrecht.

Staatsraden : de heren E. Brewaeys en C. Adams.

Assessor van de afdeling wetgeving : de heer M. Rigaux.

Greffier : Mevr. A.-M. Goossens.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.M. Van Damme, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. K. Bams, auditeur.

De Griffier,
A.-M. Goossens.

De voorzitter,
D. Albrecht.

—————
Nota

(1) Zie het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt.

28 OKTOBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de beheersmodaliteiten van het fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, en meer bepaald artikel 21, vijfde lid, 3°, ingevoegd door de programmawet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 hoduende goedkeuring van het houdende Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, en bijlagen I en II, gedaan te New York op 9 mei 1992;

Gelet op de wet van 26 september 2001 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, en de bijlagen A en B, gedaan te Kyoto op 11 december 1997;

Vu la décision 2002/358/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 avril 2002 relative à l'approbation, au nom de la Communauté européenne, du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'exécution conjointe des engagements qui en découlent;

Vu la décision du Conseil de l'Union européenne du 16 juin 1998 relative à la fixation de la contribution de chaque Etat membre à la diminution de 8 % que la Communauté doit atteindre globalement selon l'article 3 du Protocole de Kyoto, fixant la contribution de la Belgique à une diminution de 7,5 %;

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil;

Vu l'accord dans le Comité de concertation du 8 mars 2004 relatif à la répartition des charges entre les Régions et les autorités fédérales dans le cadre des obligations belges selon le Protocole de Kyoto;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 7 juin 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2004;

Vu l'avis 37.618./I/V du Conseil d'Etat, donné le 20 août 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre de l'Environnement, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les définitions contenues dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi », s'appliquent au présent arrêté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

§ 1^{er}. « Partie visée à l'annexe I^{re} », une Partie figurant à l'annexe 1^{re} de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a ratifié le Protocole de Kyoto;

§ 2. « Activités de projet » : des activités de projet approuvées par une ou plusieurs Parties visées à l'annexe I^{re}, conformément à l'article 6 sur le mécanisme de mise en œuvre conjointe ou à l'article 12 sur le mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées à ce titre.

Art. 3. § 1^{er}. Le fonds visé à l'article 21, alinéa 4, 4^o de la loi peut être utilisé pour le financement des réductions des émissions de gaz à effet de serre par des activités de projets dans le cadre du Protocole de Kyoto.

§ 2. Dans un délai de 30 jours ouvrables suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la Commission verse les montants attribués à ce fonds, à concurrence de 10 millions d'euros, sur un compte bancaire distinct affecté au financement visé au § 1^{er}.

§ 3. Sur la base de ce compte bancaire, la Commission procède aux paiements nécessaires à ce financement, sur présentation des pièces justificatives par le Ministre de l'Environnement, dans le respect des procédures administratives et budgétaires. Le solde, y compris les intérêts, reste sous la gestion de la Commission sur le même compte bancaire.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 octobre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

Gelet op de beschikking 2002/358/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 april 2002 betreffende de goedkeuring, namens de Europese Gemeenschap, van het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en de gezamenlijke nakoming van de in dat kader aangegane verplichtingen;

Gelet op de beslissing van de Raad van de Europese Unie van 16 juni 1998, inzake de vaststelling van de bijdrage van elke lidstaat aan de vermindering van 8 % die de Gemeenschap in haar geheel volgens artikel 3 van het Protocol van Kyoto moet bereiken, waarbij de bijdrage van België vastgesteld werd op een vermindering met 7,5 %;

Gelet op de richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad;

Gelet op het akkoord op 8 maart 2004 in het Overleg Comité inzake de lastenverdeling tussen de Gewesten en de Federale Overheid in het kader van de verplichtingen van België onder het Protocol van Kyoto;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 7 juni 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2004;

Gelet op het advies 37.618./I/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Energie en onze op Minister van Leefmilieu, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De definities uit artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna « de wet » genoemd, zijn van toepassing op voorliggend besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van voorliggend besluit wordt verstaan onder :

§ 1. « Partij bedoeld in bijlage I, een Partij opgenomen in bijlage I van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, die het Protocol van Kyoto geratificeerd heeft;

§ 2. « Projectactiviteiten » : projectactiviteiten die goedgekeurd werden door één of meerdere Partijen bedoeld in bijlage I, conform artikel 6 over het mechanisme van gezamenlijke uitvoering of artikel 12 over het mechanisme voor schone ontwikkeling van het Protocol van Kyoto en de beslissingen die in dat kader werden genomen.

Art. 3. § 1. Het fonds dat bedoeld wordt in artikel 21, lid 4, 4^o van de wet kan gebruikt worden om verminderingen van broeikasgasemissies te financieren door projectactiviteiten in het kader van het Protocol van Kyoto.

§ 2. De Commissie zal binnen een termijn van 30 werkdagen te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, de bedragen die aan dit fonds toegekend worden, ter waarde van 10 miljoen euro, op een aparte bankrekening storten die bestemd is voor de financiering bedoeld in § 1.

§ 3. Op basis van deze bankrekening voert de Commissie de noodzakelijke betalingen voor deze financiering uit, op voorlegging door de Minister van Leefmilieu van de bewijsstukken, met naleving van de administratieve en budgettaire procedures. Het saldo, met inbegrip van de interesten, blijft onder het beheer van de Commissie op dezelfde bankrekening.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Energie en Onze Minister van Leefmilieu zijn ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 oktober 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK